



**CANADA
ELECTIONS
ACT**

**REGISTERED PARTY'S STATEMENT
OF ASSETS AND LIABILITIES**

**LOI
ÉLECTORALE
DU CANADA**

**ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF D'UN
PARTI ENREGISTRÉ**

ON BEHALF OF THE

AU NOM DU

LIBERAL PARTY OF CANADA - PARTI LIBÉRAL DU CANADA

**Full name of party (English and / or French)
Nom intégral du parti (français et / ou anglais)**

Declaration [555(1)c]

The Federal Liberal Agency of Canada
of the City of Ottawa
in the province of Ontario
being the Chief Agent of the
Liberal Party of Canada

make the following statement of assets and liabilities of the said party,
which was registered on the

fourth day of April 20 1972

(insert date of registration)

Subsection 555(2)

If this Act comes into force after June 30 in a year, a registered party that is registered on that coming into force shall, within six months after the end of the then current fiscal year, provide the Chief Electoral Officer with a statement of its assets and liabilities, including any surplus or deficit, as of December 31 of the then current fiscal year, and the documents referred to in paragraphs (1)(b) and (c) in relation to that statement.

Paragraph 555(1)(b)

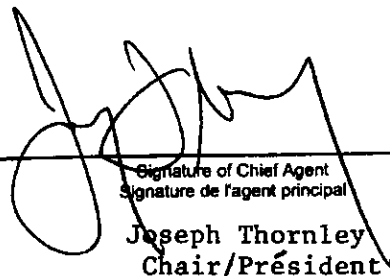
a report as to whether in the registered party's auditor's opinion the statement presents fairly the information on which it is based in accordance with generally accepted accounting principles; and

Paragraph 555(1)(c)

a declaration in the prescribed form by the chief agent of the registered party concerning the statement.

I further confirm that I have read the above provisions.

Per:


Signature of Chief Agent
Signature de l'agent principal
Joseph Thornley
Chair/Président

July 3, 2001

Date

The Federal Liberal Agency of Canada / l'Agence libérale fédérale du Canada
DECLARED AND SIGNED BEFORE ME
DÉCLARÉ ET SIGNÉ DEVANT MOI

At
A Ottawa, Ontario

Date July 3, 2001

Déclaration [555(1)c]

Je, l'Agence libérale fédérale du Canada
de la ville d'Ottawa
province d'Ontario
agent principal du
Parti libéral du Canada

présente l'état de l'actif et du passif suivant relatif audit parti, qui a été enregistré le

4 jour d'avril 20 1972

(insérer la date de l'enregistrement)

Paragraphe 555(2)

Dans le cas où la présente loi entre en vigueur après le 30 juin, tout parti enregistré à la date d'entrée en vigueur est tenu de produire auprès du directeur général des élections, dans les six mois suivant la fin de l'exercice alors en cours, un état de son actif et de son passif et de son excédent ou de son déficit, au 31 décembre de cet exercice, assorti des documents prévus aux alinéas (1)b) et c).

Alinéa 555(1)b)

le rapport de son vérificateur, adressé à son agent principal, indiquant si l'état présente fidèlement ou non – et selon les principes comptables généralement reconnus – les renseignements contenus dans les écritures comptables sur lesquelles il est fondé;

Alinéa 555(1)c)

la déclaration de son agent principal concernant l'état, effectuée sur le formulaire prescrit.

Je déclare également avoir pris connaissance des présentes dispositions.



Returning Officer, Assistant Returning Officer, judge, notary public,
justice of the peace or commissioner for taking affidavits
Directeur du scrutin, directeur adjoint du scrutin, juge, notaire public,
juge de paix ou commissaire aux serments

Agence libérale fédérale du Canada

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2000

Quasi-espèces

Les quasi-espèces sont définies comme étant des placements très liquides dont l'échéance au moment de l'acquisition est d'au plus trois mois.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût et amorties selon la méthode linéaire comme suit :

Matériel d'imprimerie	5 ans
Mobilier et agencements	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Avantage incitatif reporté relatif à un bail

L'avantage incitatif est amorti sur la durée du bail.

Utilisation d'estimations

Afin de dresser des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, la direction doit faire des estimations et émettre des hypothèses qui touchent les montants déclarés de l'actif et du passif et la présentation de l'actif et du passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants déclarés des revenus et des dépenses pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3 Immobilisations

	2000		
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Montant net \$
Mobilier et agencements	1 082 024	828 180	253 844
Améliorations locatives	315 467	215 528	99 939
	<u>1 397 491</u>	<u>1 043 708</u>	<u>353 783</u>
Obligations au titre des contrats de location-acquisition			<u>30 037</u>
Dépenses en immobilisations			<u>323 746</u>

Agence libérale fédérale du Canada

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2000

1 Règles comptables

Cet état de la situation financière a été préparé selon les dispositions contenues dans l'alinéa 555 (2) de la *Loi électorale du Canada* (la « Loi ») selon lesquelles l'Agence doit déposer un état non comparatif de la situation financière et des notes présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Il n'est pas requis, aux termes de la Loi, d'inclure des chiffres correspondants ou des états des résultats et des flux de trésorerie. Ces états seraient requis en vertu des PCGR.

2 Principales conventions comptables

Mode de présentation

L'actif et le passif de l'Agence libérale fédérale du Canada (l'« Agence »), une société constituée en vertu des lois du Canada, sont présentés dans ces états financiers. L'Agence est l'agent principal du Parti libéral du Canada (le « Parti ») et, à ce titre, il lui incombe de délivrer les reçus pour tous les dons reçus par le Parti et de satisfaire les obligations juridiques du Parti, qui sont prescrites aux termes de la *Loi électorale du Canada*.

Le Parti libéral du Canada est une fédération constituée des associations provinciales et territoriales suivantes :

- Le Parti libéral de Terre-Neuve et du Labrador
- Le Parti libéral de l'Île-du-Prince-Édouard
- Le Parti libéral de la Nouvelle-Écosse
- L'Association libérale du Nouveau-Brunswick
- Le Parti libéral du Canada (Québec)
- Le Parti libéral du Canada (Ontario)
- Le Parti libéral au Manitoba
- L'Association libérale de la Saskatchewan
- Le Parti libéral du Canada en Alberta
- Le Parti libéral du Canada en Colombie-Britannique
- L'Association libérale du Yukon
- L'Association libérale des Territoires du Nord-Ouest
- L'Association libérale du Nunavut

Les associations provinciales et territoriales et leurs associations de circonscription respectives (les « associations ») fonctionnent indépendamment de l'Agence, bien qu'elles remettent tous les dons qu'elles reçoivent à l'Agence, qui délivre les reçus de dons.

Ces états financiers comprennent les activités de l'Agence libérale fédérale du Canada (l'« Agence »), société constituée en vertu des lois du Canada. L'Agence est l'agent principal du Parti libéral du Canada (le « Parti ») et, à ce titre, il lui incombe de délivrer les reçus pour tous les dons reçus par le Parti et de satisfaire aux obligations juridiques du Parti, qui sont prescrites aux termes de la *Loi électorale du Canada*.

L'Agence ne comptabilise que les dépenses engagées par le bureau national du Parti, y compris les transferts aux associations du Parti.

Agence libérale fédérale du Canada

Situation financière

Au 31 décembre 2000

	2000 \$
Actif	
Actif à court terme	
Espèces et quasi-espèces	681 906
Comptes débiteurs	6 976 472
Charges payées d'avance	21 541
	<u>7 679 919</u>
Immobilisations (note 3)	<u>353 783</u>
	<u>8 033 702</u>
Passif	
Passif à court terme	
Emprunts bancaires à vue (note 4)	4 750 107
Comptes créditeurs et charges à payer	8 301 730
Partie à court terme des contrats de location-acquisition	20 021
Partie à court terme de l'avantage incitatif reporté relatif à un bail	28 710
	<u>13 100 568</u>
Contrats de location-acquisition (note 5)	10 016
Avantage incitatif reporté relatif à un bail	7 178
	<u>13 117 762</u>
Actif (passif) net	
Actif (passif) net non affecté	(5 407 806)
Dépenses en immobilisations	323 746
	<u>(5 084 060)</u>
	<u>8 033 702</u>

Au nom du conseil,


_____, administrateur


_____, administrateur

Le 6 juin 2001

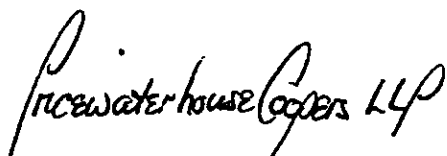
Rapport des vérificateurs

Au Directeur général des élections

Nous avons vérifié le bilan de l'Agence libérale fédérale du Canada au 31 décembre 2000. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de l'Agence. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À notre avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 31 décembre 2000 selon les règles comptables communiquées à la note 1.



Comptables agréés

Agence libérale fédérale du Canada

Situation financière
31 décembre 2000

The Federal Liberal Agency of Canada

Notes to Financial Statements

December 31, 2000

4 Demand bank loans

The demand bank loans are held by the six Canadian chartered banks at interest rates reflecting the banks' prime rate.

5 Capital leases

	2000
	\$
Payable in blended monthly instalments of \$1,775 until April 2002. Certain equipment has been pledged as collateral.	30,037
Less: current portion	<u>20,021</u>
	<u>10,016</u>

6 Lease commitments

The future minimum lease payments under operating leases for premises are as follows:

Year ending December 31, 2001	\$ 104,000
2002	34,000
2003	3,000
2004	1,000

7 Financial Instruments

Financial instruments recognized in the balance sheet consist of cash and cash equivalents, accounts receivable, accounts payable and accrued liabilities and demand bank loans. It is management's opinion that the Agency is not exposed to significant credit risks arising from these financial instruments. Management also believes the carrying value of these instruments approximates their fair values due to their short term to majority and the prime interest rate on the demand loan.

The Federal Liberal Agency of Canada

Notes to Financial Statements

December 31, 2000

Cash equivalents

Cash equivalents are defined as highly liquid investments with maturities at acquisition of three months or less.

Capital assets

Capital assets are recorded at cost and are depreciated, over their estimated service lives, on a straight-line basis as follows:

Print shop equipment	5 years
Furniture and fixtures	5 years
Computer equipment	3 years
Leasehold improvements	5 years

Deferred lease inducement

The inducement is amortized over the term of the lease.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenditures during the year. Management has estimated the Agency's share of candidate rebates based on historical candidate expenditure patterns. Actual results could differ from these estimates.

3 Capital assets

	<u>2000</u>		
	Cost \$	Accumulated depreciation \$	Net \$
Furniture and equipment	1,082,024	828,180	253,844
Leasehold improvements	315,467	215,528	99,939
	<u>1,397,491</u>	<u>1,043,708</u>	353,783
Capital lease obligations			<u>30,037</u>
Invested in capital assets			<u>323,746</u>

The Federal Liberal Agency of Canada

Notes to Financial Statements

December 31, 2000

1 Basis of accounting

This statement of financial position has been prepared in accordance with the provisions of Section 555(2) of the Canada Elections Act (the "Act") which requires the Agency to file a non-comparative statement of financial position and notes prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles ("GAAP"). The Act does not require inclusion of comparative figures or a statement of operations and cash flows. These statements would be required under GAAP.

2 Significant accounting policies

Basis of presentation

This financial statement reflects the assets and liabilities of the Federal Liberal Agency of Canada (the "Agency"), a company incorporated under the Laws of Canada. The Agency is the Chief Agent for the Liberal Party of Canada (the "Party") and as such is responsible for issuing receipts for donations received at all levels of the Party and for fulfilling the legal responsibilities of the Party as required by the Canada Elections Act.

The Liberal Party of Canada is a federation composed of the following provincial and territorial associations:

- Liberal Party of Newfoundland and Labrador;
- Liberal Party of Prince Edward Island;
- Nova Scotia Liberal Party;
- New Brunswick Liberal Association;
- Liberal Party of Canada (Quebec);
- Liberal Party of Canada (Ontario);
- Liberal Party in Manitoba;
- Saskatchewan Liberal Association;
- Liberal Party of Canada in Alberta;
- Liberal Party of Canada in British Columbia;
- Yukon Liberal Association;
- Northwest Territories Liberal Association; and
- Nunavut Liberal Association

The provincial and territorial associations and their constituency associations (the "Associations") operate independently of the Agency although all contributions received by them are remitted to the Agency who issues receipts for donations.

These financial statements reflect the activities of the Federal Liberal Agency of Canada (the "Agency"), a company incorporated under the Laws of Canada. The Agency is the Chief Agent for the Liberal Party of Canada (the "Party") and as such is responsible for issuing receipts for donations received at all levels of the Party and for fulfilling the legal responsibilities of the Party as required by the Canada Elections Act.

The Agency accounts for only those expenditures incurred by the National Office of the Party, including transfers to the associations of the Party.

The Federal Liberal Agency of Canada

Statement of Financial Position

As at December 31, 2000

December 31,
2000

Assets

Current assets

Cash and cash equivalents

\$ 681,906

Accounts receivable

6,976,472

Prepaid expenses

21,541

7,679,919

Capital assets (note 3)

353,783

\$ 8,033,702

Liabilities

Current liabilities

Demand bank loans (note 4)

\$ 4,750,107

Accounts payable and accrued liabilities

8,301,730

Current portion of capital leases

20,021

Current portion of deferred lease inducement

28,710

13,100,568

Capital leases (note 5)

10,016

Deferred lease inducement

7,178

13,117,762

Net assets (liabilities)

Unrestricted

(5,407,806)

Invested in capital assets

323,746

(5,084,060)

\$ 8,033,702

Signed on Behalf of the Board



Director



Director

June 6, 2001

Auditors' Report

To the Chief Electoral Officer

We have audited the statement of financial position of **The Federal Liberal Agency of Canada** as at December 31, 2000. This financial statement is the responsibility of the Agency's management. Our responsibility is to express an opinion on this financial statement based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statement is free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statement. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In common with many not-for-profit organizations, the Agency derives revenue from contributions and other sources the completeness of which is not susceptible of satisfactory audit verification. Accordingly, our verification of these revenues was limited to the amounts recorded in the records of the Agency and we were not able to determine whether any adjustments might be necessary to revenue, constituency and other party organizations' share of contributions, excess of revenue (expenses) for the year, assets and net assets (liabilities).

In our opinion, this financial statement presents fairly, in all material respects, the financial position of the Agency as at December 31, 2000 in accordance with the basis of accounting disclosed in note 1.



Chartered Accountants

**The Federal Liberal Agency of
Canada**

**Statement of Financial Position
December 31, 2000**

Agence libérale fédérale du Canada

Notes afférentes aux états financiers

31 décembre 2000

4 Emprunts bancaires à vue

Les emprunts bancaires à vue, qui ont été contractés auprès de six banques canadiennes, sont assortis de taux préférentiel.

5 Contrats de location-acquisition

	2000 \$
Montant remboursable en versements mensuels combinés de 1 775 \$, jusqu'en avril 2002, garanti par du matériel	30 037
Moins la partie à court terme	<u>20 021</u>
	<u>10 016</u>

6 Engagements découlant des contrats de location

Les versements minimaux futurs au titre des contrats de location-exploitation relatifs aux locaux s'établissent comme suit :

	\$
Exercices se terminant les 31 décembre 2001	104 000
2002	34 000
2003	3 000
2004	1 000

7 Instruments financiers

Les instruments financiers présentés dans l'état de la situation financière comprennent les espèces et les quasi-espèces, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et les charges à payer et les emprunts bancaires à vue. La direction est d'avis que l'Agence n'est pas exposée à des risques de crédit importants découlant de ces instruments financiers. La direction est aussi d'avis que la valeur comptable de ces instruments se rapproche de la juste valeur étant donné la courte durée jusqu'à l'échéance et le taux préférentiel sur les emprunts à vue.